



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative
34 avenue du Maréchal Maunoury
41000 Blois

Blois, le 23/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MBDA France

La Chaudronne
Route départementale 75
41300 Selles-Saint-Denis

Références : VAT20240189 et 2024/350
Code AIOT : 0010001789

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2024 dans l'établissement MBDA France implanté La Chaudronne Route départementale 75 41300 Selles-Saint-Denis. L'inspection a été annoncée le 08/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MBDA France
- La Chaudronne Route départementale 75 41300 Selles-Saint-Denis

- Code AIOT : 0010001789
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité principale de l'établissement est la production (intégration) de missiles.

Les activités de l'établissement sont réglementées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2020 portant autorisation environnementale d'exploiter un établissement de fabrication et de stockage de produits pyrotechniques au lieu-dit « La Chaudronne » à Selles-Saint-Denis.

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour les rubriques 4210-1-a et 4220-1. Il est également soumis à Autorisation pour la rubrique 2793-3-b.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- NATECH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Moyens d'intervention en cas d'incendie (vérification périodique)	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.10.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Le risque feu de forêt/végétation dans l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.1	Sans objet
2	Propreté et entretien du site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 2.3.1 et 2.3.2	Sans objet
3	Entretien de la végétation	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.2.3	Sans objet
4	Circulation dans l'établissement et intervention des services de secours	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.2.5	Sans objet
5	Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.10.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	(présence sur site)		
7	Réexamen de l'étude des dangers	Code de l'environnement du 04/04/2024, article R515-98 - II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Le risque feu de forêt/végétation dans l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>1 / <u>Localisation du site par rapport à la proximité d'un massif forestier:</u> L'étude des dangers du site du 10/12/2019 identifie le risque lié aux feux de forêt et de broussailles (cf. paragraphe 5.3.2.6 page 99) toutefois la description de l'environnement naturel du site ne précise pas la présence de forêt à l'intérieur du site et autour du site, l'étude des dangers évoque uniquement "un paysage de landes sèches et de forêts" parmi les données géologiques au droit du site.</p> <p>2 / <u>Traitement de l'impact d'un feu de forêt sur les installations du site :</u> L'étude des dangers identifie bien le risque lié aux feux de forêt et de broussailles parmi les agresseurs externes potentiels (en page 99) et précise que : " - La commune de Selles-Saint-Denis est recensée dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs comme étant soumise au risque naturel des feux de forêt. - La végétation environnante est annuellement débroussaillée autour des installations. - Le site est placé à l'intérieur d'une zone boisée. - Compte tenu de l'entretien des zones boisées à l'intérieur du site, et de l'existence d'une clôture, les risques d'extension d'un éventuel incendie sont limités. En outre, il n'y a pas de résineux aptes à propager un feu de cime. - Ainsi, il est justifié de considérer que ce risque est à peu près nul pour le site dans sa nouvelle configuration."</p>

il est à noter que le feu de broussailles est pris en compte parmi les causes d'incendie dans le tableau d'analyse préliminaire des risques (page 151 et suivantes).

3 / Traitement de l'impact d'un incendie des installations du site sur le massif forestier :

L'étude des dangers précise (en page 166) que 2 phénomènes dangereux peuvent en plus de générer des conséquences humaines potentielles externes au site, générer des effets sur l'environnement naturel.

Les effets sur l'environnement naturel seront potentiellement les suivants :

- Destruction de la faune et la flore due aux effets de surpression ;
- Dégagement de fumées pouvant engendrer des fumées toxiques ;
- Destruction de la faune et la flore due à un déclenchement d'incendie suite à un événement sur le site.

L'étude précise également (en page 188) que les cibles potentielles susceptibles d'être atteintes par les effets de surpression et les effets de projections primaires générés par un accident au sein des installations de MBDA sont essentiellement constituées de forêts.

4 / Mesures de maîtrise des risques prises pour sur la gestion d'un incendie de forêt sur les installations du site et vice et versa (débroussaillage, mise en sécurité des installations, évacuation/éloignement des installations dangereuses, ...):

L'étude des dangers liste les moyens de prévention et de protection mis en place suivants :

- des moyens de défense incendie :

Le site dispose de réserves d'eau afin de pouvoir alimenter les poteaux incendie du site ainsi que les systèmes sprinkler :

- une réserve d'eau d'environ 30 m³ au bâtiment 4
- une réserve d'eau d'environ 370 m³ au bâtiment 25
- une réserve d'eau interne en partie centrale du site, alimentée par le ruisseau de l'Etang des landes
- une réserve d'eau d'environ 20 000 m³ située en bordure Sud-Est du site

Le site dispose de 27 poteaux et 8 bouches incendie.

- zone des dépôts déboisée afin d'éviter la propagation d'un incendie
- zone autour de l'aire déboisée afin d'éviter la propagation d'un incendie
- personnel formé pour lutter contre la propagation d'un incendie

Conclusion du PdC n°1 : Pas d'écart constaté.

Toutefois, l'inspection formule la remarque suivante : lors du prochain réexamen et/ou de la prochaine mise à jour de l'étude des dangers, la partie descriptive de l'environnement naturel sera à compléter pour préciser clairement la présence de zones boisées à l'intérieur du site et autour du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté et entretien du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 2.3.1 et 2.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Propreté et entretien du site

<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 2.3.1 : Propreté</u> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.</p> <p><u>Article 2.3.2 : Esthétique</u> Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site de Selles-Saint-Denis est entouré de bois sur ses quatre faces et comporte des bois à l'intérieur du site. Par sondage au niveau des bâtiments n°10, 4, 28, 9 et des soutes de stockage C-D-E-F, l'inspection a constaté que le site était correctement entretenu et a fait les constats suivants : - les zones enherbées et les merlons autour des bâtiments pyrotechniques étaient bien entretenus.</p> <p><u>Conclusion du PdC n°2: Pas d'écart constaté.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Entretien de la végétation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien de la végétation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 13.2.3 : Propreté de l'installation</u> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les abords immédiats des locaux pyrotechniques sont débroussaillés et désherbés très régulièrement, pour prévenir la propagation d'un incendie à ces locaux. Les produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage sont de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique. Par ailleurs, afin de mieux contrôler les départs éventuels d'incendie, les entretiens des sous-bois arbustifs dans les peuplements forestiers situés le long des bâtiments et des voies internes de liaison sont réalisés avec beaucoup de soins et très régulièrement sur une profondeur suffisante,</p>

au moins égale à la moitié de la hauteur des arbres dominants.

Etude des dangers du 10/12/2019 :

La végétation environnante est annuellement débroussaillée autour des installations.

Constats :

Le document "Fréquence d'intervention - espaces verts" définit la fréquence minimale d'entretien des espaces verts pour toutes les zones du site, avec des annexes représentant sur des cartes du site les zones à entretenir.

Concernant l'entretien de toutes les zones du site (inertes et pyrotechniques), les principales prestations prévues sont notamment :

- la tonte des pelouses aux abords des bâtiments, incluant l'arrière des bâtiments pyrotechniques et l'arrière des merlons = hebdomadaire (pendant la période de pousse)
- l'entretien par broyage des allées forestières et pare-feu = annuel
- l'entretien des accès aux bornes incendie et accès pompiers = annuel
- l'entretien de la clôture extérieure sur le pourtour de la propriété = semestriel

Concernant l'entretien de la végétation dans la zone pyrotechnique, les prestations prévues sont les suivantes :

- le fauchage des merlons = annuel
- le débroussaillage et le fauchage autour des soutes = trimestriel
- le désherbage des courettes pyros et zones gravillonnées autour des bâtiments = trimestriel
- assurer le dégagement des arbres et branches sur voirie suite chute = au besoin via un service d'astreinte.

L'entretien des espaces verts du site est réalisé par une société extérieure.

Par ailleurs, suite aux nombreux et importants feux de forêt en 2022 sur le territoire français, l'exploitant a entamé des réflexions pour améliorer sa défense incendie contre les feux de forêt et a défini un plan d'actions de 2024 à 2030. Les actions prévues sont notamment les suivantes :

2024-2027 :

- création de 2 allées pare-feu et des voiries accessibles aux PL sur la partie Nord du site
- création de nouveaux layons et remise en état des layons existants
- élargissement et déboisement au niveau des clôtures extérieures

2027-2030 :

- élargissement des bois autour des bâtiments pyrotechniques
- création des aires de stockage et installation des bâches à eau au niveau de la Bédinière (au Nord)

Conclusion du PdC n°3 : Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Circulation dans l'établissement et intervention des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Circulation dans l'établissement
Prescription contrôlée : [...] Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. [...]
Constats : Par sondage au niveau des bâtiments n°10, 4, 28, 9 et des soutes de stockage C-D-E-F, l'inspection a constaté que les voies de circulation autour des installations du site, en particulier autour des soutes de stockage pyrotechnique, sont maintenues dans un bon état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation, et sont accessibles aux engins des services d'incendie et de secours. De plus, dans le cadre du contrat relatif à l'entretien des espaces verts du site, une prestation d'astreinte est en place pour notamment assurer, en cas de besoin, le dégagement des arbres et branches sur la voirie en cas de chute, ainsi que le déneigement et salage de tous les axes de circulation sur site ainsi que les allées piétonnes. <u>Conclusion du PdC n°4 :</u> Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'incendie (présence sur site)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.10.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par : une réserve d'eau d'environ 30 m ³ au bâtiment 4, alimentée par l'eau potable du site ; une réserve d'eau d'environ 370 m ³ au bâtiment 25, réapprovisionnée depuis un étang de 20 000 m ³ situé à proximité immédiate au Sud-Est du site, lui-même alimenté par les eaux pluviales du site et les eaux issues de l'infiltration naturelle. une réserve d'eau interne de 300 m ³ en partie centrale du site, alimentée par le ruisseau de l'Étang des Landes. - Ce réseau destiné à l'alimentation des bouches et poteaux incendie ainsi que des systèmes sprinkler est constitué par des canalisations d'un diamètre adapté au débit à délivrer en cas d'incendie. Ce réseau comprend au moins : trois pomperies incendie composées : • pour la première située à proximité de l'étang de 20 000 m ³ au Sud-Est du site, d'une moto

pompe à moteur thermique pouvant délivrer un débit de 240 m³/h.

- pour la seconde située à proximité de la réserve de 300 m³, de 2 moto-pompes électriques pouvant respectivement délivrer des débits de 120 m³/h et 240 m³/h.
- pour la troisième située à proximité de la réserve de 30 m³, d'une moto-pompe électrique pouvant délivrer un débit de 60 m³/h.

8 bouches et 31 poteaux incendie, dont 4 nouveaux destinés aux nouvelles soutes (G1, G2, H1 à H3) munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Les poteaux existants sont capables de fournir un débit de 90 m³/h sous 7 bar compatible avec les moyens de secours externes. Les 4 nouveaux poteaux, situés à moins de 200 m des nouvelles soutes, permettent de délivrer un débit unitaire de 60 m³/h pendant 2 heures. Ces nouveaux poteaux feront l'objet d'une visite de réception par la SDIS 41.

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des réserves en émulseur de capacités adaptées aux produits présents sur le site. En particulier, le bâtiment destiné aux opérations de vidange/remplissage de réservoirs mobiles en kérosène est pourvu de ce type de réserve.
- des robinets d'incendie armés ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage (en zones pyrotechnique et non-pyrotechnique) ;
- d'un système de détection automatique d'incendie ;

L'étang de 20 000 m³ présent au Sud Est du site est utilisable et accessible en toutes circonstances aux services d'incendie et de secours. Les dispositions concernant l'accès à l'étang (ouverture du portail situé à proximité) sont définies par consignes. À défaut, la clôture est pourvue d'un dispositif permettant le passage des tuyaux.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.

Constats :

Par sondage, l'inspection a contrôlé sur site les moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- la réserve d'eau incendie de 30 m³ au niveau du bâtiment 4 : l'inspection a constaté que la cuve d'eau de 30 m³ était pleine.
- la réserve d'eau incendie de 300 m³ du bâtiment 9 : l'inspection a constaté que ce bassin à l'air libre, alimenté en continu par le ruisseau de l'Etang des Landes, était plein.
- extincteurs : l'inspection a vérifié la vignette de contrôle de plusieurs extincteurs. La vignette des 2 extincteurs (9 kg poudre ABC) dans la chaufferie mentionnait que le dernier contrôle a été effectué en août 2023. La vignette de plusieurs extincteurs (poudre ABC) au niveau de l'aire de stockage des déchets mentionnait la date de mars 2024.

Conclusion du PdC n°5 : Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'incendie (vérification périodique)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2020, article 13.10.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Robinetts d'incendie armés (RIA)	Annuelle
Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)	Semestrielle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu et asservissements	Annuelle
Poteaux d'incendie privés	Annuelle

Constats :

L'inspection a consulté le rapport relatif à la dernière vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- poteaux incendie et bouches incendie : la dernière vérification a été réalisée en août 2023 par la société CHUBB SICLI ; le rapport a porté sur la totalité des poteaux et bouches, et conclu que les dispositifs sont en bon état et fonctionnels. L'ensemble des débits mesurés sous 1 bar était supérieur à 60 m³/h (par exemple, le débit mesuré sous 1 bar en sortie du poteau existant PI-11 était de 200m³/h). Cependant, les mesures réalisées ne permettent pas de justifier le respect de la

prescription suivante : " les poteaux existants sont capables de fournir un débit de 90 m³/h sous 7 bar compatible avec les moyens de secours externes."

- réserve d'émulseur : le site dispose d'une réserve d'émulseur de 200 litres dans le bâtiment 33 dont la date de péremption est le 10/11/2027.

Conclusion du PdC n°6 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les poteaux incendie existants sont capables de fournir un débit de 90 m³/h sous 7 bar compatible avec les moyens de secours externes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat du PdC n°6 formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Réexamen de l'étude des dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/04/2024, article R515-98 - II

Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers

Prescription contrôlée :

II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.

Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre.
[...]

Constats :

L'étude des dangers du site en vigueur date du 10/12/2019 et a été déposée à Monsieur le Préfet le 2 janvier 2020 dans le cadre d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter cinq nouvelles soutes de stockage.

Conformément à l'article R515-98, le réexamen quinquennal de l'étude des dangers du site est attendu au plus tard pour le 2 janvier 2025.

Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'étude des dangers et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques, et notamment qu'il passe en revue les 11 items listés dans l'avis du 08/02/2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil

haut.

Conclusion du PdC n°7 : Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite